



Journées Scientifiques de Nutrition (JSN)

Thème: «Multisectorialité de la Nutrition au Burkina Faso: Quelles contributions et synergies d'actions pour garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle »

ANALYSE ET SUIVI BUDGETAIRE DE LA NUTRITION DE 2019 A 2021 AU BURKINA FASO

Dissan Boureima GNOUMOU

Ouagadougou, Hôtel SOPATEL SILMANDE du 30 Mai au 1^{er} Juin 2023

SOMMAIRE

- 1. INTRODUCTION**
- 2. OBJECTIFS**
- 3. METHODOLOGIE**
- 4. RESULTATS ET DISCUSSION**
- 5. CONCLUSION / RECOMMANDATIONS**

INTRODUCTION

INTRODUCTION (1/5)

- Depuis 2020, la faim dans le monde a progressé
- L'insécurité alimentaire s'est encore aggravée en 2021.
- La réduction de la malnutrition est une priorité mondiale.
- Malgré un engagement mondial, elle reste en deçà des attentes (RESONUT, 2015).

INTRODUCTION (2/5)

- Au Burkina Faso, des progrès ont été réalisé dans la réduction de la malnutrition sous toutes ses formes au regard des données des différentes enquêtes réalisées (AUC, 2015).**
- La malnutrition chronique est passée de 35,1% en 2009 (MS/DN, 2009) à 21,6% en 2021, la malnutrition aigüe de 11,3% en 2009 à 9,7% en 2021 (MS/DN, 2021).**
- Malgré ces réductions, la situation nutritionnelle au Burkina Faso tout comme dans la plupart des pays sahéliens, reste préoccupante (Kologo et Al., 2016).**

INTRODUCTION (3/5)

- ❑ L'amélioration de l'état nutritionnel de la population se traduit par un accroissement de la productivité (AUC, 2015).
- ❑ Le gouvernement du Burkina Faso s'est engagé depuis près d'une décennie à renforcer ses interventions dans le secteur de la santé et en particulier le secteur de la nutrition (RESONUT, 2016).
- ❑ Il a par ailleurs adopter en Juin 2020, la politique nationale multisectorielle de nutrition 2020 – 2029, assortie d'un plan stratégique multisectorielle 2020 – 2024.

INTRODUCTION (4/5)

- **Toutefois, le défi majeur demeure la mobilisation des ressources financières domestiques nécessaires à la mise en œuvre de ce PSMN 2020 à 2024**

Coût global → 588 309 134 872 FCFA en moyenne 117 661 826 974 FCFA par an (BF/MS, 2020).

- **Il indispensable de renforcer le plaidoyer auprès des décideurs afin d'améliorer la part contributive du budget domestique dédiée au financement de la nutrition.**

INTRODUCTION (5/5)

- **Il est important de suivre des ressources financières investies dans les programmes en lien avec la nutrition.**
- **Cela représente un enjeu réel en vue de meilleures performances de ces programmes et participe également à l'amélioration de son positionnement au sein du développement économique et social (RESONUT, 2016).**

OBJECTIFS (1/2)

□ Objectif principal: Apprécier la part contributive du budget de l'Etat dans le financement de la nutrition au Burkina Faso au cours de la période de 2019 à 2021.

OBJECTIFS (2/3)

Objectifs spécifiques

- 1. évaluer les allocations et dépenses budgétaires annuelles de nutrition ;**
- 2. évaluer la répartition des allocations et dépenses budgétaires totales de nutrition par source de financement ;**
- 3. évaluer la répartition des dépenses budgétaires entre celles allouées aux interventions spécifiques et celles destinées aux interventions sensibles à la nutrition ;**

OBJECTIFS (3/3)

Objectifs spécifiques

- 4. déterminer la contribution des différents ministères aux dépenses budgétaires totales de nutrition ;**
- 5. évaluer la répartition des dépenses budgétaires totales de nutrition par secteur thématique.**

METHODOLOGIE

METHODOLOGIE (1/6)

La méthodologie utilisée est celle développée en 2018 par l'UNICEF en partenariat avec Action Contre la Faim en s'appuyant sur la méthodologie précédente développée par le mouvement SUN.

Cette méthodologie dénommée « Consultation ouest africaine sur la méthodologie de suivi du financement de la nutrition » se décline en cinq (05) grandes étapes.

METHODOLOGIE (2/6)

Etape 1: Planification

- **Préparation de l'exercice: formulation des objectifs, définition du champ de l'étude ;**
- **Mise en place du dispositif de mise en œuvre de l'exercice;**
- **Atelier de renforcement des capacités des acteurs;**
- **Chronogramme de travail;**
- **Lancement officiel de l'étude.**

METHODOLOGIE (3/6)

Etape 2 : Collecte des données

Phase terrain

- **Identification des sources de données;**
- **Identification des lignes budgétaire;**
- **Extraction des lignes budgétaires;**
- **la recherche d'informations additionnelles.**

METHODOLOGIE (4/6)

Etape 3 : Validation des données

- **Validation les lignes budgétaires**
- **Catégorisation**

Elle a consisté à classer les lignes budgétaires en 3 catégories :

- ✓ **spécifique de nutrition;**
- ✓ **sensible à la nutrition;**
- ✓ **investissement favorable à la nutrition.**

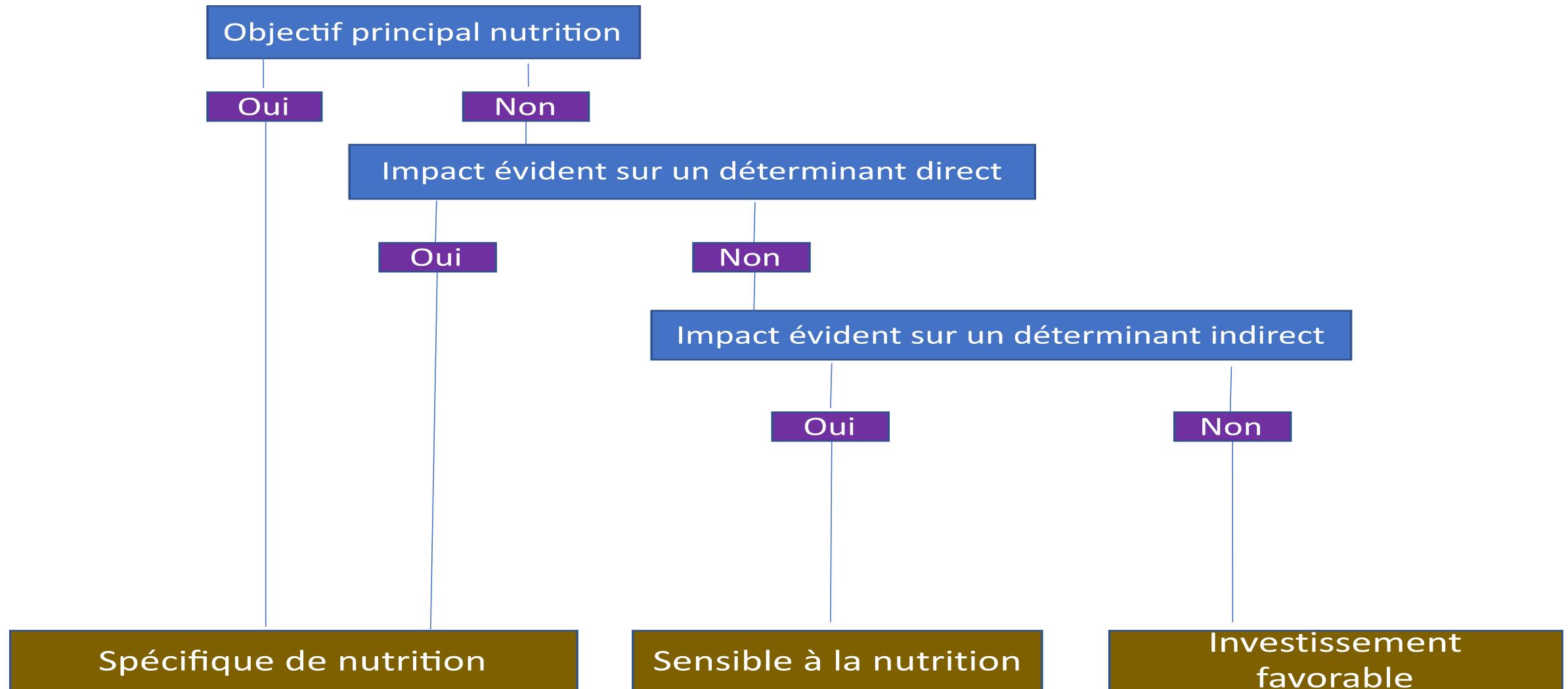
METHODOLOGIE (4/6)

Etape 3 : Validation des données

➤ Pondération

- ✓ **10% aux interventions jugées faiblement sensibles à la nutrition ;**
- ✓ **25% aux interventions reconnues comme moyennement sensibles à la nutrition ;**
- ✓ **50% aux interventions contribuant fortement ou considérablement à la nutrition.**

METHODOLOGIE (5/6)



METHODOLOGIE (6/6)

Etape 4: Analyse des données

A partir du CID, compilation des données dans un seul fichier

Etape 5: Finalisation et dissémination des données

- **Rédaction du rapport;**
- **Faire le point des difficultés rencontrées;**
- **Tirer les leçons apprises et les défis à relever.**

RESULTATS/DISCUSSION

RESULTATS/DISCUSSION (1/9)

- **Sous la période revue, 142 lignes budgétaires nutrition ont été identifiées et validées par les parties prenantes.**
- **UNICEF en 2018, au total, 294 lignes budgétaires**
- **PAGR – SANAD (2022) 252 lignes budgétaires de la Gambie et 293 du Ghana Pour le Tchad 209 lignes**

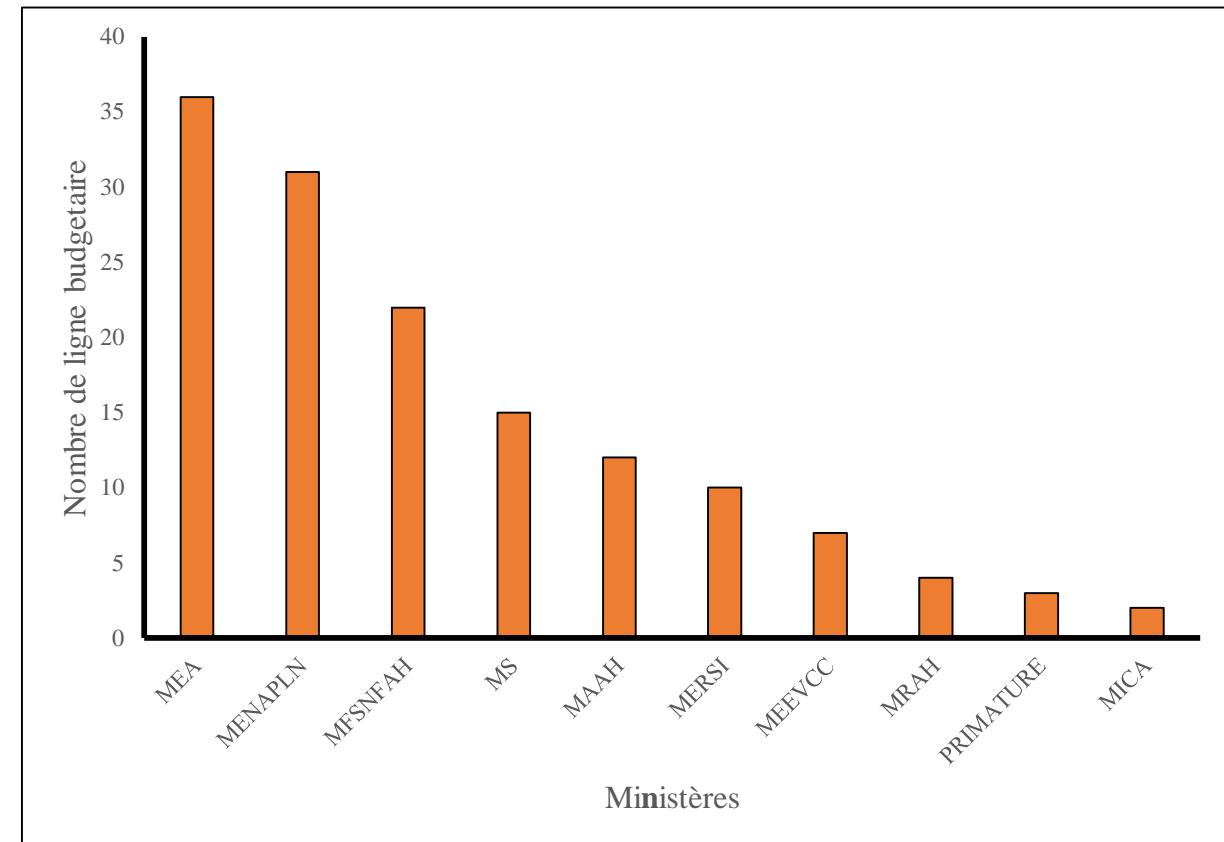


Figure 1:Nombre de lignes budgétaires nutrition selon les ministères de 2019 – 2021

RESULTATS/DISCUSSION (2/9)

- **Sur la période 2019-2021, le Gouvernement a alloué à travers les différents départements ministériels le montant total de 125, 67 milliards de francs CFA à la nutrition, soit 1,72% du budget national qui est en deçà de la recommandation du FANUS. C'est aussi en moyenne plus de 41,89 milliards de francs par an.**
- **Selon UNICEF en 2018, les allocations budgétaires totales de nutrition au Burkina Faso s'élevaient à environ 71,5 milliards de francs CFA pour la période 2016-2018, soit une allocation annuelle moyenne d'environ 24 milliards de francs CFA.**
- **Entre les deux périodes le financement est de 1 a environ 2 fois plus.**

RESULTATS/DISCUSSION (3/9)

□ Selon le PAGR-SANAD en Avril 2022

Gambie, 69,015 de milliards de francs CFA, représentant 12,4% du budget national ;

Ghana, 1426, 829 de milliards de francs CFA représentant 10,2% du budget national.

Tchad, 16,266 milliards de francs CFA, représentant 1% du budget national ;

RESULTATS /DISCUSSION (4/9)

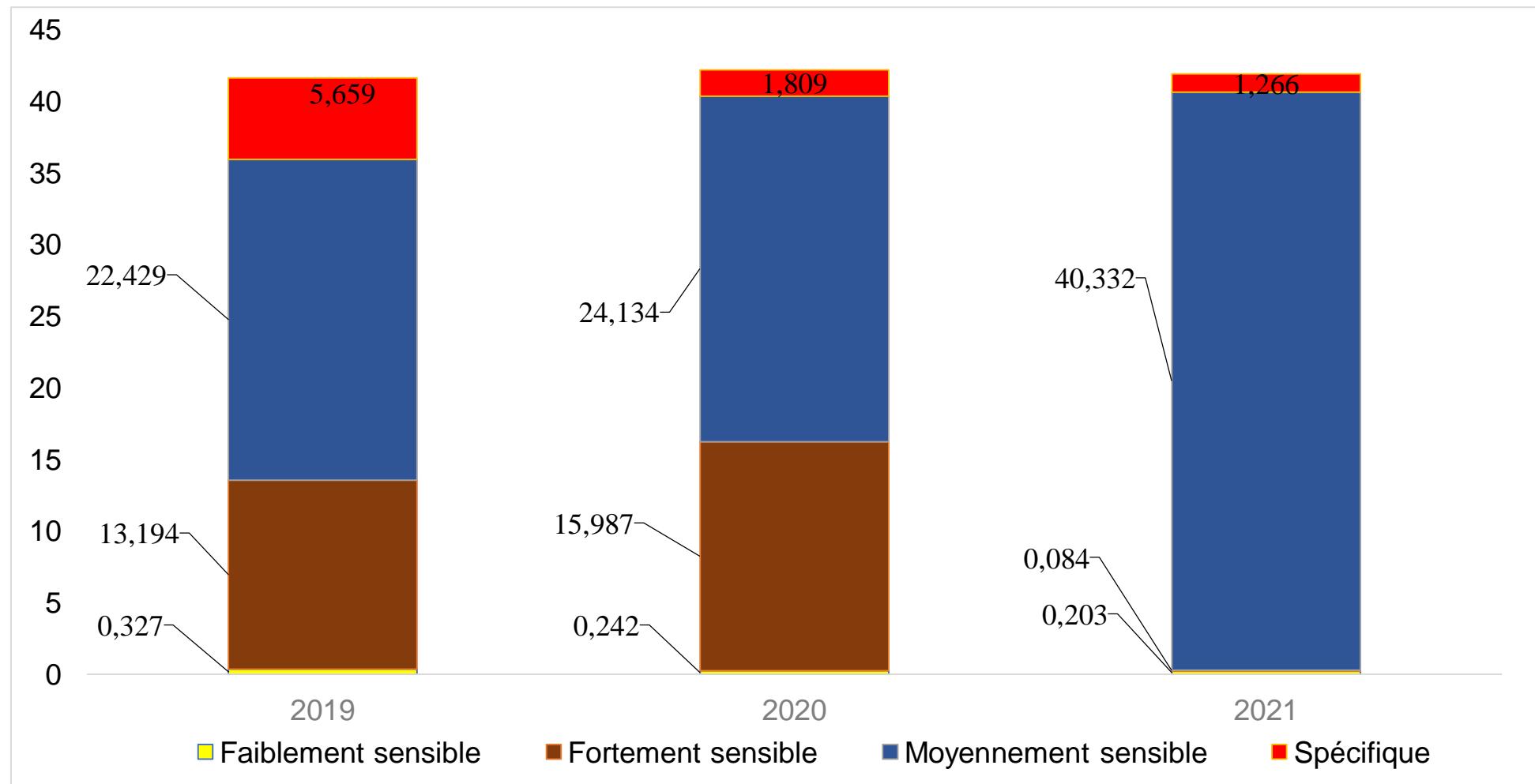


Figure 2 : Répartition des allocations budgétaires spécifiques et sensibles à la nutrition

RESULTATS /DISCUSSION (5/9)

- Les ministères avec le moins de contribution sont : Ministère en charge des ressources animales (1,05 milliards), Primature (0,44 milliards), Ministères du commerce (0,06 milliards) et de l'environnement et du changement climatique (0,02 milliards).

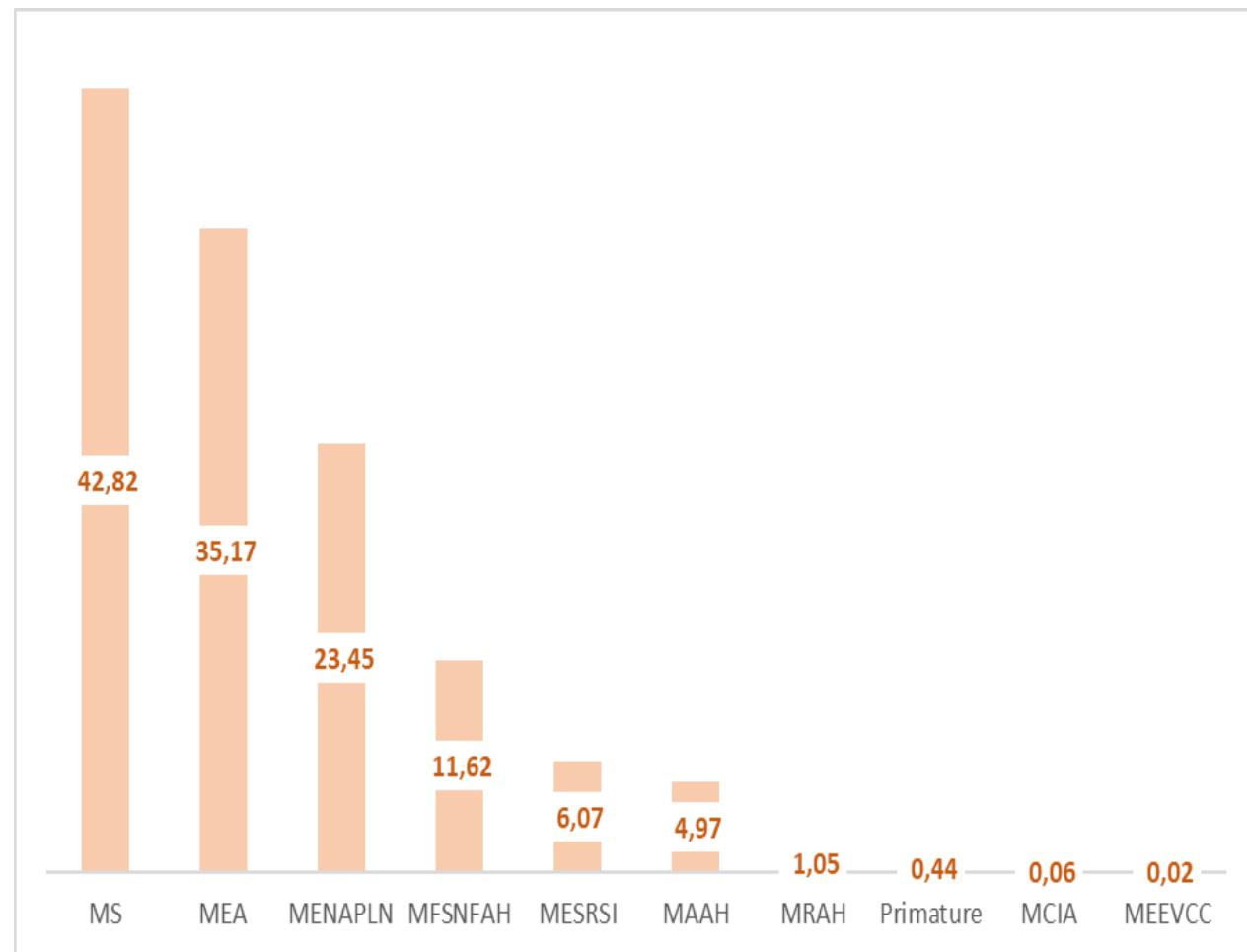


Figure 3 : Allocations budgétaires de nutrition 2019, 2020 et 2021 par ministère

- **Le secteur eau hygiène et assainissement** piloté par le Ministère en charge de l'eau vient en tête en termes de contribution budgétaire à la nutrition
- **Le secteur santé** porté par le ministère de la santé occupe la **deuxième position** et le ministère de l'éducation qui pilote les interventions éducatives vient à la **troisième position**

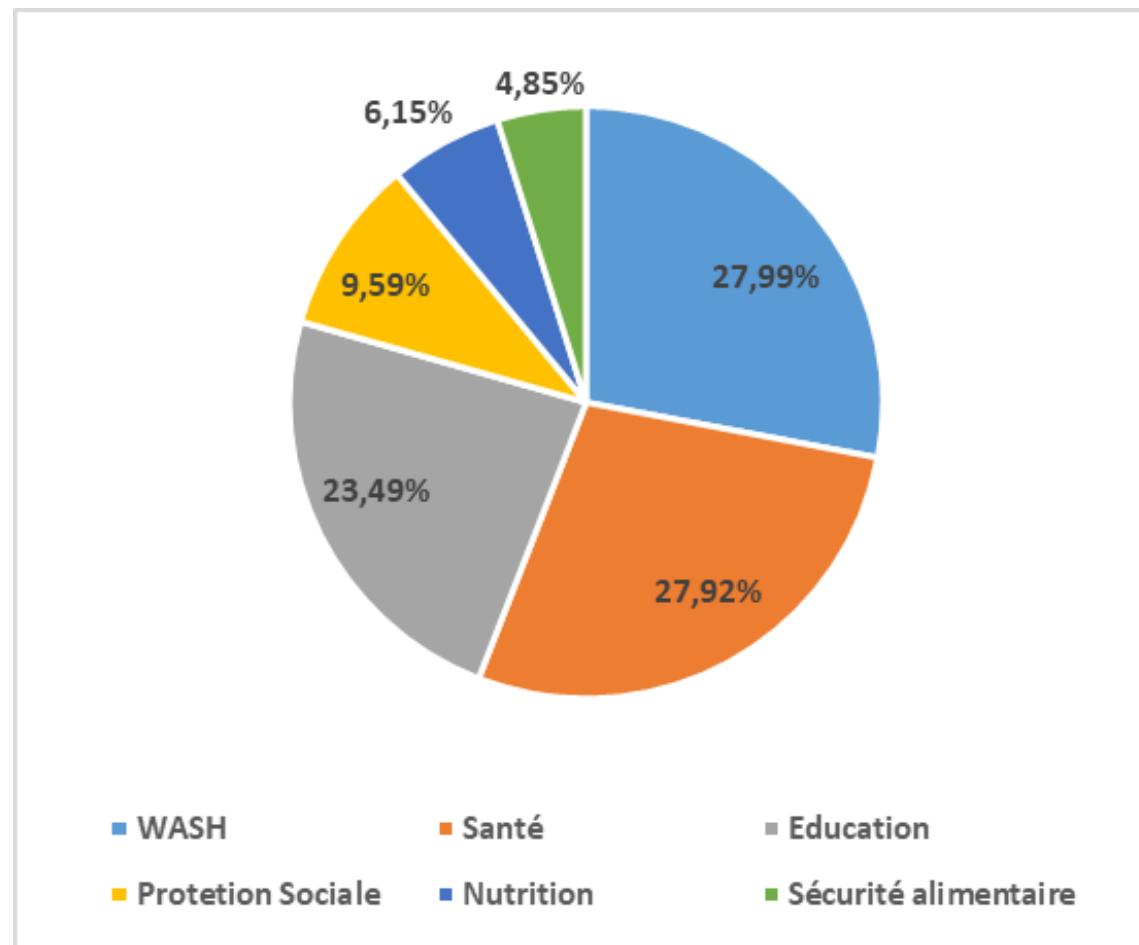


Figure 4 : Allocations budgétaires de nutrition par secteur thématique

RESULTATS /DISCUSSION (7/9)

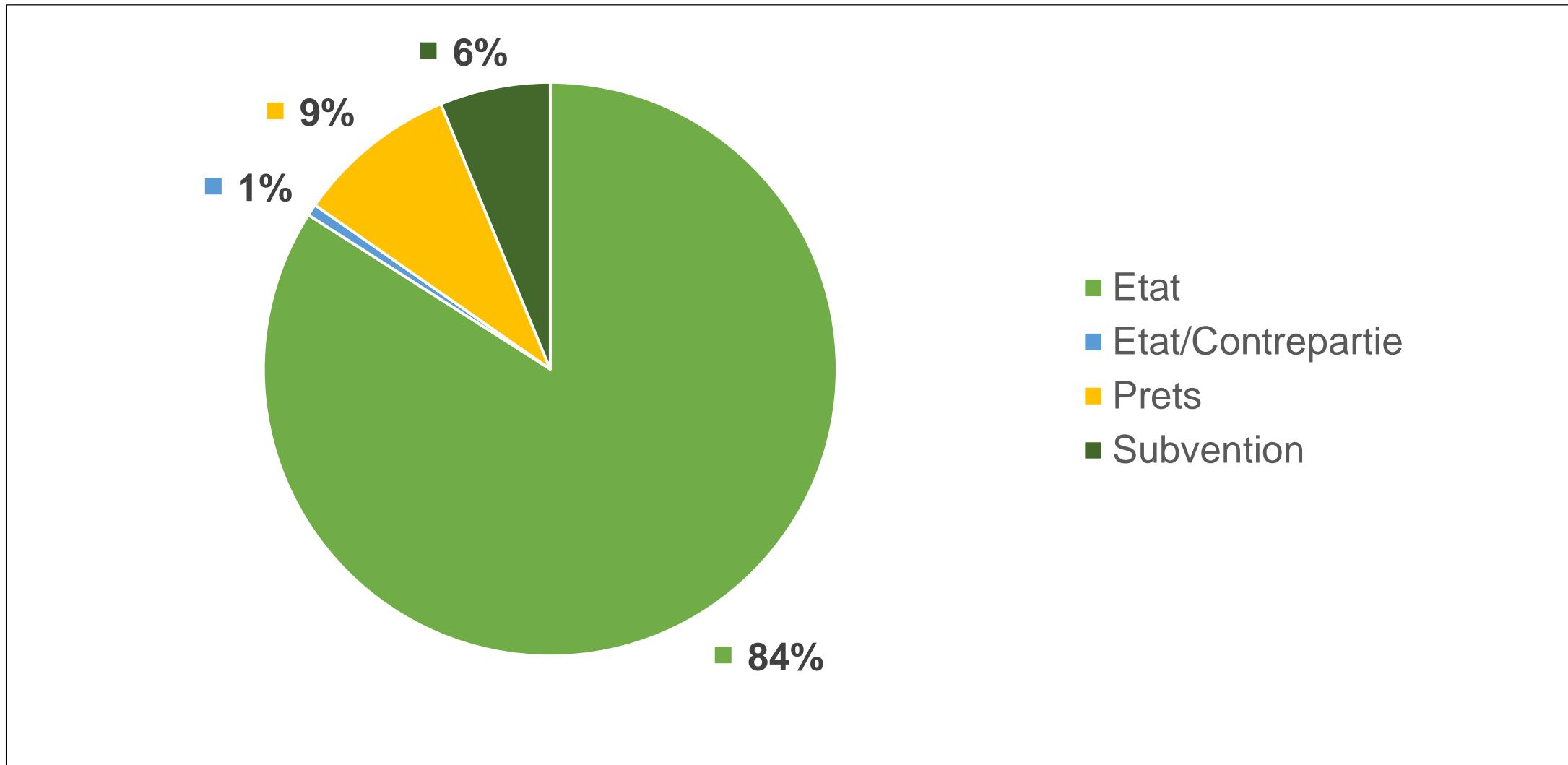


Figure 5 : Source de financement de la nutrition

RESULTATS /DISCUSSION (8/9)

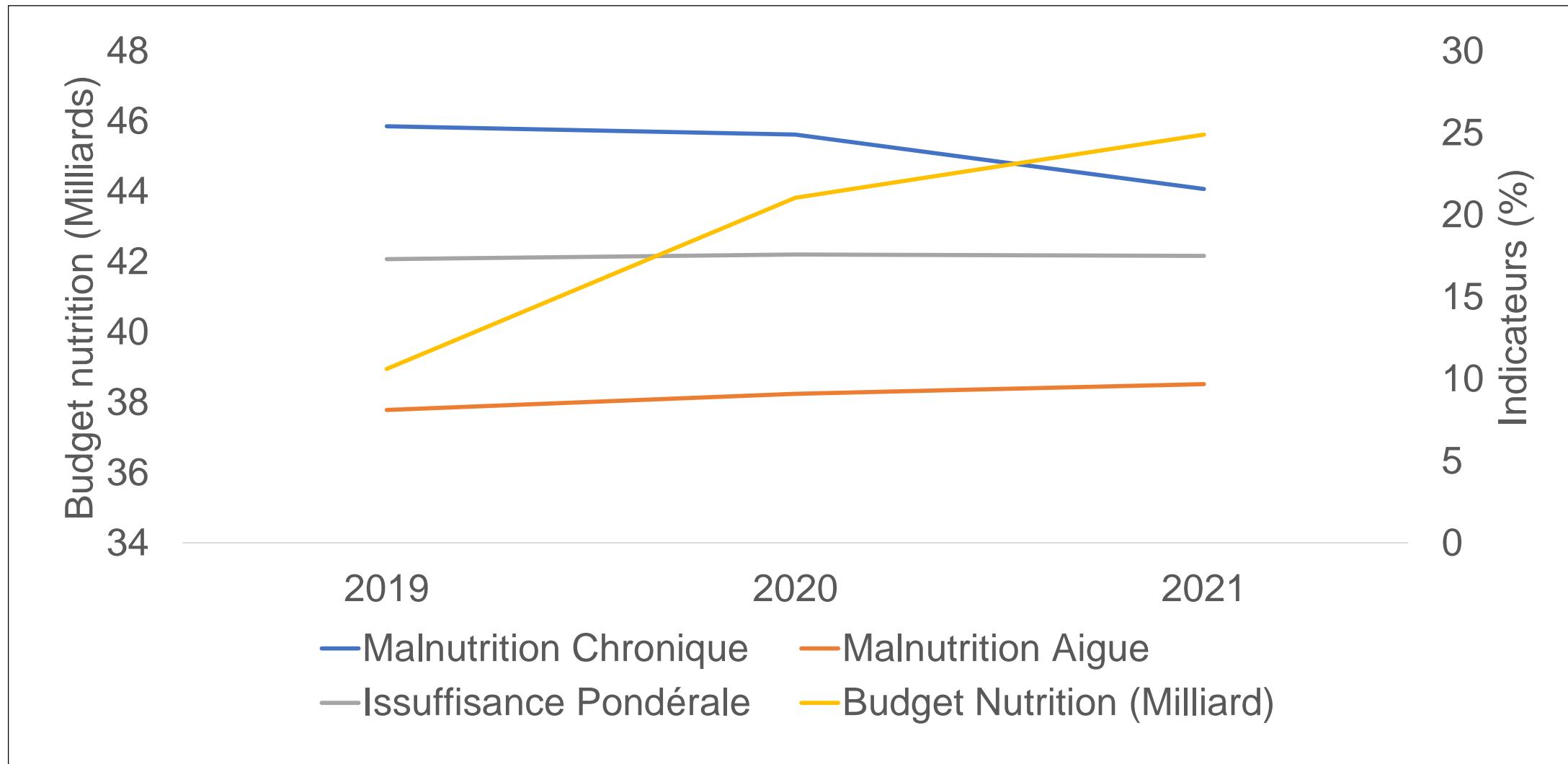


Figure 6 : Corrélation entre le financement et les indicateurs de nutrition entre 2019 et 2021

RESULTATS /DISCUSSION (9/9)

- Sur la première période (2014-2015), la chute des allocations budgétaires s'est automatiquement traduite par une dégradation de tous les indicateurs de nutrition (malnutrition chronique, aigue et l'insuffisance pondérale).
- Sur la seconde phase (2016 - 2018), la hausse des allocations s'est traduite par une baisse des indicateurs de malnutrition. Toutefois, la chute des allocations en 2017 à eu pour effet immédiat une dégradation des indicateurs.
- Sur la troisième phase (2019-2021), l'effet est plus mitigé. On constate une stagnation voire une légère amélioration de quelques indicateurs.

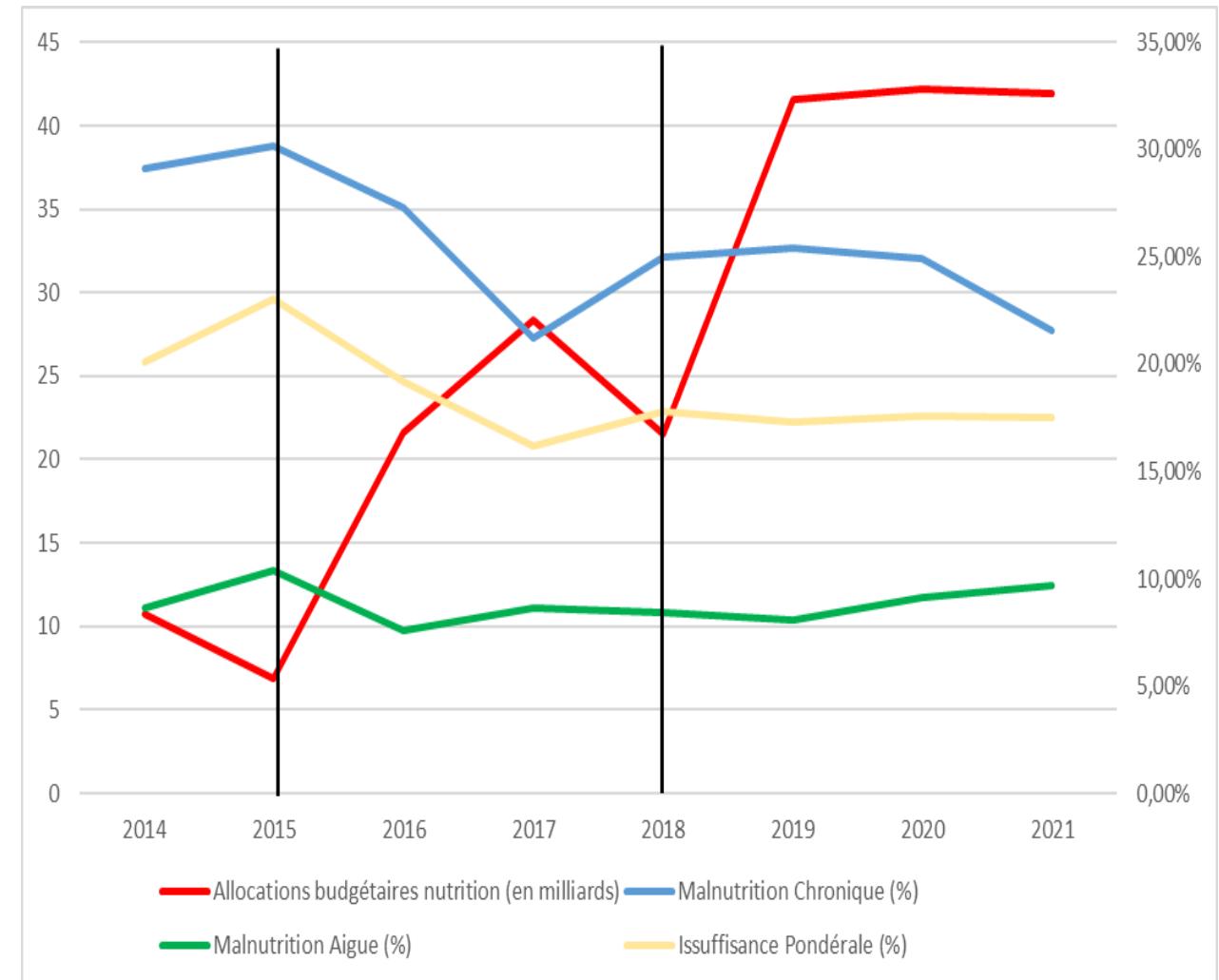


Figure 7 : Corrélation entre le financement et les indicateurs de nutrition entre 2014 et 2021

CONCLUSION/RECOMMANDATIONS

CONCLUSION (1/3)

- **Cent quarante-deux (142) lignes budgétaires sont identifiés et validés à partir du CID contribuant spécifiquement ou sensiblement à la nutrition.**
- **Ces lignes budgétaires sont exécutées par plusieurs ministères, signe de la dimension multisectorielle de la nutrition.**

CONCLUSION (1/3)

- **Le Gouvernement à travers les départements ministériels a affecté 125,67 milliards à la nutrition soit une moyenne de 41,89 milliards chaque année entre 2019 et 2021.**
- **Cela représente un effort moyen de 1,72% du budget de l'Etat, en deçà de son engagement de 3%.**
- **Les résultats de la présente étude confirment un accroissement du financement de la nutrition.**

CONCLUSION (2/3)

- **Le Ministère en charge de la santé et celui en charge de l'eau et assainissement, à eux seuls, contribuent de plus de 62% des dépenses de nutrition.**
- **Une augmentation des enveloppes consacrées à la nutrition permettrait de renforcer les interventions de nutrition afin d'amélioration de l'état nutritionnel de la population.**

RECOMMANDATIONS (1/2)

- **Secrétariat Technique en charge de la multisectorialité**
- **Consolider les réalisations ou les acquisitions des partenaires au développement dans le CID ;**
- **Réaliser chaque année la revue des dépenses de nutrition ;**
- **Renforcer les capacités des points focaux des ministères en matière d'analyse budgétaire de la nutrition.**

RECOMMANDATIONS (2/2)

- Fixer dans la circulaire budgétaire, le seuil requis de ressources à allouer à la nutrition pour les départements ministériels membre de la multisectorialité ;
- SUN
- Réviser la méthodologie pour prendre en compte les nouvelles évidences scientifiques.

MERCI VOTRE AIMABLE ATTENTION